



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 02/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AGENCIA DE CONTRÔL TRANS-PIRINAICO SL**

Lieu-dit « Le Paillan »  
82500 Gimat

Références : SV/S-2025-0350  
Code AIOT : 0006806574

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement AGENCIA DE CONTRÔL TRANS-PIRINAICO SL implanté Lieu-dit « Le Paillan » 82500 GIMAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 82-2024-05-22-00001 du 22 mai 2024, suspendant l'activité et prescrivant des mesures conservatoires.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGENCIA DE CONTRÔL TRANS-PIRINAICO SL
- Lieu-dit « Le Paillan » 82500 GIMAT
- Code AIOT : 0006806574

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Surplus Pneus service a déclaré le 31 octobre 2003 une activité de transit de pneumatiques. Elle a été soumise à des prescriptions complémentaires en date du 09 janvier 2004. Un changement d'exploitant a été acté le 26 juillet 2010 au profit de la SARL ACT Transport.

Le 16 mai 2011, un arrêté préfectoral a acté le bénéfice de l'antériorité pour une activité de transit de déchets de pneumatiques soumise à autorisation au titre de la rubrique 2714 pour un volume de 8000 m<sup>3</sup>.

Un changement d'exploitant a été acté le 6 juin 2019 au profit de la SARL DH et ZA.

Cette société a été mise en demeure par arrêté du 21 août 2020 de cesser tout apport de déchet et d'évacuer les déchets présents.

Le site est resté sans activité depuis cette date et l'exploitant a repris contact avec l'inspection des installations classées afin de procéder à l'évacuation de ces déchets de pneumatiques. Le volume estimé par l'inspection est de 3230 m<sup>3</sup>. L'autorisation d'exploitation est caduque (conformément à l'article R512-74 du Code de l'environnement), l'exploitant a réalisé une déclaration pour l'activité de transport par route de déchets non dangereux en date du 14 février 2024.

#### Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection constate que le grillage à l'ouest du portail présente une détérioration. L'exploitant doit tout mettre en œuvre afin de réparer celui-ci dans les meilleurs délais.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)                                                                 | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | régularisation administrative | AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 1 | Avec suites, Mesures conservatoires, Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective | Suppression ou fermeture                                                                                                   | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                               | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    |                        |                                                       | d'action corrective                                                                                        |                                                                                                                            |                       |
| 2  | Mesures conservatoires | AP de Mesures Conservatoires du 22/05/2024, article 3 | /                                                                                                          | Astreinte                                                                                                                  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant laisse le site à l'abandon et n'engage pas les actions nécessaires pour régulariser la situation administrative du site, malgré le risque pour l'environnement que présentent ces déchets. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit procéder à l'évacuation de ces déchets vers les filières dûment autorisées à les traiter dans les meilleurs délais.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : régularisation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 28/02/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures conservatoires, Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2024</li> </ul> |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en déposant à la préfecture un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique n°2760,</li> <li>en cessant ses activités, en évacuant l'ensemble des déchets et produits associés à cette activité située Le Paillan sur le territoire de la commune de GIMAT (82500).</li> </ul>              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'inspection constate toujours la présence des déchets de pneumatiques sur le site. L'exploitant n'a transmis aucun dossier de régularisation.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant n'a pas déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder immédiatement à l'évacuation des pneumatiques et déchets associés présents sur l'emprise ICPE du site.</p>                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Suppression ou fermeture</p>                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                         |

## N° 2 : Mesures conservatoires

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 22/05/2024, article 3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Évacuation des déchets et diagnostic de sol</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant procède à l'évacuation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous <b>1 mois</b> du gros récipient en vrac (GRV) contenant des huiles usagées,</li> <li>• sous <b>12 mois</b> de l'ensemble des pneumatiques présents sur le site.</li> </ul> <p>L'exploitant est tenu de faire réaliser un diagnostic de pollution du sol au droit du site à proximité de la zone où est entreposé le GRV d'huiles usagées, sous un délai de <b>1 mois</b>. L'exploitant justifie les paramètres recherchés qui devront comprendre a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Eléments traces Métalliques (Arsenic, Cadmium, Chrome total, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb et zinc),</li> <li>• Hydrocarbures totaux fraction C5-C40 (HCT),</li> <li>• Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (16 composés),</li> <li>• BTEX composés Aromatiques Volatils (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène),</li> <li>• Composés Organo-Halogénés Volatils (COVH),</li> <li>• PCB (polychlorobiphényles 7 congénères).</li> </ul> <p>Le cas échéant, l'exploitant transmet sous le même délai un plan de gestion de la pollution incluant un échéancier de réalisation. Il met en œuvre les mesures de gestion sous le délai prévu dans l'échéancier et au plus tard dans les <b>6 mois</b> suivant la notification de l'arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les déchets de pneumatiques et la gros récipient en vrac contenant des huiles usagées sont toujours présents sur le site, et que l'exploitant ne les a pas fait évacuer dans le délai mentionné dans l'article 3 de l'arrêté susvisé.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection le diagnostic de pollution du sol au droit de la zone de stockage du gros récipient en vrac.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le diagnostic de pollution du sol prescrit à l'article 3 de l'arrêté du 22 mai 2024 et procéder à l'évacuation de l'ensemble des déchets de pneumatiques présents sur le site, ainsi que du gros récipient en vrac contenant des huiles usagées.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Astreinte**Proposition de délais :** 1 mois